

Durée de la future concession

Le réaménagement et l'exploitation de l'aéroport seront réalisés dans le cadre d'un nouveau contrat de concession.

Le futur concessionnaire sera désigné au terme d'une procédure de mise en concurrence fin 2021, afin de démarrer les travaux de réaménagement début 2022, en vue de leur achèvement autour de 2025.

Le futur concessionnaire ne recevra aucune subvention publique pour le réaménagement et l'exploitation de l'aéroport.

En vertu des règles juridiques, notamment européennes, qui régissent les concessions, la durée du contrat de concession doit être fixée de manière à permettre au concessionnaire d'amortir les investissements qu'il aura à réaliser au moment des travaux de réaménagement puis durant la phase d'exploitation de l'aéroport, tout en permettant une juste rémunération des capitaux qu'il aura investis. Cette durée dépendra donc fortement de l'issue de la concertation et du coût global des options retenues pour la suite du projet.

Par comparaison avec d'autres concessions de grands projets d'infrastructure de transport, la durée du contrat de concession pourrait être :

- située entre 30 et 40 ans pour un montant d'investissement de l'ordre de 500 millions d'euros ;
- de l'ordre 50 à 55 ans pour un montant d'investissement de l'ordre de 900 millions d'euros.

Cette durée sera précisée à l'issue des négociations avec les candidats à la concession, lors de la procédure de mise en concurrence en vue de l'attribution du contrat.

Combien aurait coûté le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ?

Selon une estimation financière faite par l'Etat fin 2017, le coût global du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes s'établissait entre 850 et 900 millions d'euros HT aux conditions économiques de 2017, pour une capacité ultime permettant d'accueillir 9 millions de passagers par an.

Pour l'essentiel, ce coût comprenait les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet, la construction de l'aéroport par le concessionnaire Aéroports du Grand Ouest (AGO) pour un coût d'environ 600 millions d'euros HT (aux conditions économiques de 2017), la réalisation d'une tour de contrôle et de la desserte routière de l'aéroport, ainsi que les mesures agricoles et environnementales.